

**ÉTABLISSEMENT**

**Communauté de Communes
Coeur du Var (83)**
Quartier Précoumin - Route de
Toulon
83340 Le Luc en Provence

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE FOURNITURES

Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Communauté de Communes Coeur du Var (83), Monsieur le Président, Quartier Précoumin - Route de Toulon, 83340 Le Luc en Provence, FRANCE. Tel : +33 498104388. Fax : +33 494995675. E-mail : yferhat@coeurduvar.com.

Adresse(s) internet

Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur

Services généraux des administrations publiques.

Description du marché

Objet du marché

ACQUISITION DE CONTENEURS DE STOCKAGE DES DÉCHETS DIFFUS SPECIFIQUES

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)

44613800, 34221000

Lieu d'exécution

Route de Toulon - Quartier Precoumin 83340 LE LUC EN PROVENCE
Code NUTS : FRL05

Caractéristiques principales

La présente consultation porte sur la fourniture et la livraison de 4 conteneurs aménagés permettant la collecte et le stockage avant évacuation des déchets dangereux des ménages.

Le CCTP dresse une liste des caractéristiques techniques attendues ainsi que les catégories de déchets dangereux concernés (annexe 1).

Type de marché

fournitures : Achat

Type de procédure

Procédure adaptée

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)

Les prestations font l'objet d'un lot unique et d'un tranche ferme.

Valeur estimée hors TVA : 40000 euros

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Oui

Des variantes seront prises en considération : Oui

Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.

L'avis implique un marché public.

Division en lots : Non

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)

02 janvier 2020

Conditions de délai

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Mardi 17 décembre 2019 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 90 (à compter de la date limite de réception des offres).

Conditions relatives au marché

Cautionnement et garanties exigés :

Sans objet

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

- Règlement dématérialisé par mandat administratif suivi d'un virement bancaire ;
- Délai global de paiement : il ne pourra excéder 30 jours
- Facturation : les factures seront adressées à l'attention de M. le Président - Pôle Finances
- Les crédits nécessaires au financement de l'opération sont inscrits dans les comptes de la Communauté de Communes, au budget annexe du Pôle Préservation de l'Environnement (PPE)

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Sans objet

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Conditions de participation

Critères de sélection des candidatures :

Voir règlement de consultation

Situation juridique - références requises :

Voir règlement de consultation

Capacité économique et financière

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Voir règlement de consultation

Capacité technique

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

Voir règlement de consultation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants
(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Prix 50%

2: Technique 50%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice

83.078.19.34

Procédures de recours**Instance chargée des procédures de recours**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON rue Racine 83041 TOULON FRANCE. Tél. +33 494427930. E-mail : greffe.ta-toulon@juradm.fr. Fax +33 494427989. URL : <http://www.ta-toulon.juradm.fr>.

Organe chargé des procédures de médiation

CCIRACL Boulevard Paul Peytral 13282 MARSEILLE FRANCE. Tél. +33 484354554. E-mail : catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr. Fax +33 484354460. URL : <http://www.prefectures-regions.gouv.fr/provence-alpes-cote-dazur/>.

Introduction des recours

- Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la notification de la décision attaquée
- Référé précontractuel : jusqu'à la signature du marché.
- Référé contractuel : en application de l'art. R 551-7 du code de justice administrative
- Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Adresses complémentaires**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :**

Communauté de Communes Coeur du Var Quartier Précoumin - Route de Toulon , 83340 Le Luc en Provence, FRANCE. Tél. +33 498104350. E-mail : contact@coeurduvar.com. Fax +33 494995675. URL : <http://www.coeurduvar.com>.

Date d'envoi du présent avis

03 décembre 2019